

L'essor

La cause de la paix La pratique de la solidarité Le respect de la vie L'ouverture à la créativité
n°6 - décembre 2012 - paraît 6 fois par année www.journal-essor.ch

Forum de ce numéro (pages 3 à 10)

L'Etat, dans quel état?

Editorial

Ils sont fous ces Neuchâtelois!

Dans la bande dessinée qui porte son nom, Astérix le Gaulois proclamait invariablement: «Ils sont fous ces Romains!». En pensant à un petit canton romand, nous pouvons le paraphraser: «Ils sont fous ces Neuchâtelois!». En effet, après avoir refusé le RER/Transrun, un réseau qui aurait permis de mieux relier par le rail les différentes régions du canton, les Neuchâtelois viennent de refuser une initiative intitulée «Pour une contribution des grandes fortunes, limitée dans le temps». Il n'y a pas eu de débats, les médias ayant refusé d'en organiser. Les adversaires de l'initiative ont donc pu dire n'importe quoi pour tromper les électrices et les électeurs.

Dans une démocratie, chacun doit pouvoir penser, dire et voter ce qu'il veut. Malheureusement, quand le recours à la peur, le mensonge et l'exagération servent d'arguments, on entre dans l'irrationnel. Par exemple, un lecteur (qui s'est révélé être un économiste de la Chambre du commerce et de l'industrie) a prétendu que les initiants disposaient de gros moyens financiers. En réalité, ils avaient un budget de 10'000 francs, ce qui représente exactement 800 fois moins que ce que l'économie a décidé de dépenser pour combattre l'initiative Minder sur les grandes rémunérations.

Un autre lecteur a affirmé que les auteurs de l'initiative voulaient punir les riches. C'est encore faux puisqu'une personne ayant une fortune de deux millions de francs était moins mise à contribution qu'un petit fonctionnaire à qui on a bloqué les échelons. Et on n'a pas entendu ce lecteur dire qu'on voulait punir les personnes modestes lorsque le gouvernement, pour faire des économies, a diminué l'argent de poche des personnes placées dans les homes, diminué les subsides pour les primes d'assurance-maladie et demandé des sacrifices aux plus démunis!

En conclusion, nous offrons aux lecteurs de *l'essor* deux citations à méditer: «*Un mensonge ne peut jamais être effacé: même la vérité n'y suffit pas*» (Paul Auster); «*Le mensonge, c'est la fleur de la perversité*» (Vladimir Jankélévitch).

Edith Samba et Rémy Cosandey

Surpopulation...

Pourquoi vous plaignez-vous de surpopulation?

Serait-ce parce que c'est la révélation

Qu'en refusant de voir qu'elle est la conséquence

De vos aveuglements vous êtes son essence?

Serait-ce le signal qu'en prônant la «croissance»

Sans vouloir la brider, vous haussez la fréquence

De vos avidités,

De vos cupidités,

De l'accaparement,

Donc des dérèglements?

Pierre Santschi

Arrêtez le monde, je veux descendre! (René de Obaldia)

Partout sur cette planète l'homme et la nature meurent des retombées néfastes engendrées par nos sociétés de consommation. Partout aussi, l'homme est conscient de l'abondance dans laquelle vivent les pays occidentaux et les envie. Mais en quoi consiste ce soi-disant progrès dont nous nous targuons s'il entretient non seulement les guerres, la peur, la faim et la misère, mais encore l'addiction, le manque de repères, l'excès de travail et la dépression, l'humiliation, la maladie de posséder? Où se sont évaporés la part de sagesse et le respect de l'autre, la responsabilité de sa propre existence?

A faire le bilan de ce que nous ont apporté nos avancées technologiques, nous serions tentés d'affirmer: «Rien de vraiment positif...». En rester là serait cependant un constat limité puisque l'option d'en extraire certains avantages est bien présente. Les nombreuses découvertes en tous domaines sont fascinantes et ouvrent des perspectives et des connaissances nouvelles. Les traitements médicaux et notre confort se sont encore améliorés. Pourtant, il y a un coût à cela et ce bien-être élaboré dans les pays riches, les pauvres n'y ont pas accès. Nous avons tout, nous avons trop, poussés à la consommation par un système devenu ingérable.

On nous a menés en bateau en nous offrant de beaux joujoux qui nous relient les uns aux autres, des distractions sans fin qui excluent tout rendez-vous avec soi-même, des gadgets innombrables présentés comme essentiels à notre bonheur et à notre épanouissement. Peu à peu décervelé, l'être humain est convaincu que suivre le mouvement est le seul chemin pour parve-

nir à une confortable retraite. La révolution qui venait du peuple n'aura plus lieu puisque les citoyens s'endorment sous l'emprise de leurs jeux et de responsables politiques dont l'envergure et la fiabilité s'étiolent.

La violence ne vient pas de l'Etat, elle vient de la société elle-même.

Lionel Jospin

L'imposture d'une société qui asservit l'homme n'est pas récente et nous en avons de multiples exemples. L'une des influences qui a laissé des traces de révolte face à un système dans lequel nous finirons par nous noyer correspond à cette période sublimée des départs pour Katmandou (années 60-70), des hippies «enfants fleurs» et autres inspirés, puis du fameux: «Il est interdit d'interdire»... Toute une jeunesse qui contestait déjà avec raison le matérialisme et le consumérisme. Tandis que certains partaient à la recherche de la vérité, Michel Polnareff montrait la sienne sur la scène de l'Olympia et les étudiants lançaient des pavés dans les rues parisiennes. Rejetant les vieux schémas, les lois et leurs racines, ces jeunes vêtus de chemises à fleurs chantaient: «Je suis en avance de deux ou trois longueurs» ou: «Faites l'amour, pas la guerre». De nobles sentiments qui se sont perdus dans les brumes de la marijuana en oubliant l'intense besoin que ressent l'être humain de s'identifier à des repères, à ses origines. Les hippies furent précédés par les beatniks, un mouvement écologiste des années 50.

Des hommes sensés, philosophes et érudits ont lancé depuis plusieurs années des avertissements et des mises en garde. Ils ont crié dans le désert... Nous nous dirigeons vers un chaos annoncé qui, pour nos gouvernements, semble toutefois moins important que les rentrées de bénéfices et les mouvements financiers. La promesse d'une Europe sociale et culturelle

s'est, elle aussi, fanée en cours de route. Nous sommes guidés par des dirigeants qui semblent ne prendre en compte que les paramètres qui leur sont profitables. L'Etat et les citoyens ont des droits mais aussi des devoirs, la part des droits étant dans ce cas plus importante que celle des devoirs. Des employés sont licenciés et l'on assiste à des fermetures d'usines. L'humain est dévalorisé, traité comme le pion d'un échiquier. Les budgets attribués au social, à l'éducation sont revus à la baisse et frappent les plus faibles. Quand des gouvernements n'hésitent pas à faire des économies dans des domaines essentiels tout en ouvrant leur gousset pour des armes inutiles, que d'autres encore pillent les richesses naturelles des pays du Sud afin d'en tirer profit, on se dit que ceux du Nord perdent le nord. Nous sommes en droit de nous poser mille questions quant à la finalité de l'exercice sachant que les banques détiennent désormais plus de pouvoir que les gouvernements. «Arrêtez le monde, je veux descendre!». Trop tard puisque nous sommes tous happés par les nouvelles technologies qui nous sont imposées. Si nous n'y adhérons pas, nous sommes tout simplement exclus de la société. Et pourtant... ces technologies sont un colosse aux pieds d'argile sur lequel nous nous basons pour construire du solide.

L'intelligence est la force, solitaire, d'extraire du chaos de sa propre vie la poignée de lumière suffisante pour éclairer un peu plus loin que soi – vers l'autre là-bas, comme nous égaré dans le noir.

Christian Bobin

La finesse, l'intuition et la sensibilité, le sens du sacré sont désormais passés aux oubliettes. L'humain est-il donc roi, le seul maître de l'univers pour se comporter d'une manière aussi prétentieuse et irresponsable?

Christiane Bonder

Par manque de place, nous publierons dans un prochain numéro des articles rédigés par Janine Favre, Henri Jaccotet et Claude Sarreyer. Précision: comme d'habitude, les citations sont de la rédaction et non des auteurs des articles.

Des politiciens qui n'assument pas leur fonction

Fidèle à sa charte, *l'essor*, tout en défendant des valeurs humanistes, est neutre sur les plans confessionnel et politique. C'est la raison pour laquelle nous avons sollicité à égalité des personnes de droite et de gauche pour animer le forum de ce numéro: «L'Etat, dans quel état?». Résultat de nos démarches: une réponse positive (mais le texte promis ne nous est pas parvenu malgré plusieurs rappels!), huit réponses négatives et treize inscrits aux abonnés absents. Cette désertion (le mot semble approprié) doit nous faire réfléchir car il souligne à quel point nos élites politiques sont éloignées des citoyens.

De deux choses l'une: soit les politiciens sollicités n'ont pas le temps (pourtant, répondre par la messagerie prend moins de trois minutes!), soit ils n'ont pas envie de s'exprimer sur un sujet qui, pourtant, les concerne directement. Dans les deux cas, c'est grave et indigne de la démocratie dans laquelle nous avons la chance de vivre.

Un ancien conseiller d'Etat, qui a été huit ans en fonction, nous a répondu: «Je ne me sens pas habilité à m'exprimer sur ce thème». Qui d'autre que lui pourrait alors parler du rôle de l'Etat? Une ancienne conseillère d'Etat nous dit qu'elle a tourné la page de la politique. Mais, apparemment, elle n'a pas renoncé à la rente somptuaire qui lui est accordée!

La charité chrétienne nous incite à ne pas citer les noms des 22 personnes qui n'ont pas eu le temps ou qui ont eu peur de se «mouiller». Mais nous n'en pensons pas moins qu'elles n'ont pas fait usage de la possibilité que nous leur avions offerte de s'exprimer sur le rôle de l'Etat. Quand on a des politiciens pareils, il ne faut pas s'étonner que la participation électorale soit si basse!

Merci aux syndicalistes, enseignants et simples citoyens qui se sont substitués aux absents. Grâce à eux, notre forum sur le rôle de l'Etat contient des articles passionnants. Mais qu'on ne vienne plus dire au comité rédactionnel qu'il manque une diversité des opinions: la faute en revient exclusivement à ceux qui se sont défilés.

Comité rédactionnel de *l'essor*

La dégringolade de l'Etat

Peut-il exister quelque part dans notre société une considération positive et optimiste sur les capacités des Etats à établir de l'harmonie entre les citoyens? L'âge heureux de la démocratie, que le bon sens commun pensait pouvoir atteindre un jour, n'est plus qu'un ramassis d'intérêts économiques et financiers accaparés par des individus avides de pouvoir.

Nous sommes une nation où les intérêts supérieurs de l'Etat s'arrêtent aux frontières des intérêts inférieurs des particuliers.

Jean Amadou

En Suisse, le déclin sérieux et continu de l'Etat commence par une poussée de fièvre autour de la pensée unique défendue par la droite: le «moins d'Etat», il y a plus de 30 ans. En Angleterre, Thatcher et son action néolibérale fleurissait de concert avec la grande politique de privatisation de Reagan. Depuis, la poussée de fièvre contre l'Etat a eu des émules dans les Etats occidentaux avec le même slogan

partout: moins d'impôts. Et cela a marché grâce à la passivité de la gauche sociale-démocrate qui a volontairement laissé au vestiaire ses repères précis de lutte pour la justice et pour la répartition des richesses.

Cette gauche-là, à force de louvoyer avec le capitalisme devenu la source de son salut, a laissé le champ libre au néolibéralisme qui soumet l'Etat au Marché. C'est une histoire tragique de la démocratie que les dirigeants politiques ont abandonnée aux pouvoirs des multinationales et des boursicoteurs. Un conseiller fédéral, vers les années 2000, a eu cette petite phrase en conférence de presse: «C'est le marché qui décide». Mais pourquoi restait-il au Conseil fédéral? Celui-ci était-il devenu un Conseil d'administration? Pourquoi ses collègues n'ont-ils pas démenti?

Le sentiment populaire d'impuissance à l'égard des autorités apparaît toujours plus répandu lors de mes rencontres dans la rue avec les citoyens. Pusillanimes, nos autorités craignent plus pour les riches que pour les pauvres. Le riche pèse tellement sur le pouvoir politique que le pauvre est devenu inexistant et gênant. Car ce dernier coûte et obère

le budget de l'Etat et pourtant de si peu par rapport à toutes les baisses importantes d'impôt de ces dernières années en faveur des revenus et fortunes des couches aisées de la population.

L'Etat peut être légal mais il n'est légitime que lorsque, à la tête de la nation, il reste l'arbitre qui garantit la justice et ajuste l'intérêt général aux libertés particulières.

Albert Camus

La cagnotte de l'Etat n'est plus alimentée pour favoriser les tâches sociales, l'enseignement, la formation professionnelle. On laisse les pauvres et les petits, les familles modestes, les élèves en difficultés scolaire au bon vouloir des bénévoles et de la charité. Justice effective envolée pour le grand plaisir des néolibéraux! Le bénévolat est devenu le must de la droite pour combler sa capacité.

André Babey

L'Etat-nation, rempart contre la libéralisation/mondialisation

La libéralisation est un processus qui consiste, en particulier, à transférer des biens publics à des sociétés privées (exemple: PTT donnés à Swisscom) et la mondialisation consiste, pour l'essentiel, à généraliser ce processus et à promouvoir la mainmise de la finance sur le monde.

L'Etat doit être un garant et non un gérant.

L'Etat est un rempart nécessaire pour éviter une culture uniformisée et soumise aux réalités économiques.

Jacques Chirac

Sans prétendre connaître l'évolution des sociétés humaines depuis la pré-histoire, on peut penser, et c'est ce qui est généralement admis, qu'elles ont commencé par vivre en tribus, c'est-à-dire en groupes adaptés à un environnement relativement restreint. Dans une collectivité pas trop grande, les gens se connaissent et peuvent s'entendre pour assurer le fonctionnement de l'ensemble sans qu'une structure de pouvoir soit absolument nécessaire pour cela. Le point important est ici que l'organisation d'une société dépend fortement du nombre de personnes qui la compose.

Lorsque ce nombre augmente, l'évolution de la société peut suivre deux schémas opposés. Le plus courant est celui qui mène à l'Etat-nation, après passage éventuel par la royauté et autres structures impérialistes. La société devient de plus en plus complexe et les individus de moins en moins polyvalents. Chacun est censé avoir un métier, une profession, qui s'inscrit dans l'ensemble des activités jugées utiles pour le bon fonctionnement de la société. L'ensemble est géré tant bien que mal par des hiérarchies de pouvoir plus ou moins autoritaires. Cela va de la démocratie à la dictature, l'Etat étant en quelque sorte l'enveloppe de différentes formes d'autorités avec leurs présidents, préfets, chefs, directeurs et

autres PDG. Aujourd'hui, la structure étatique s'est imposée presque à l'ensemble de l'humanité et les sociétés qui ont réussi à éviter ce schéma sont considérées comme «sous-développées», comme si l'Etat était la seule possibilité de vivre en société de manière constructive, utile et agréable.

Une autre évolution possible, ou tout au moins imaginable, aurait été que l'humanité se répartisse en une mosaïque de petites sociétés indépendantes en interaction réciproque et sans structures de pouvoir institutionnalisées. Les hiérarchies éventuelles auraient été la conséquence temporaire de la compétence, de l'autorité naturelle, voire du charisme de certaines personnes reconnues être mieux à même d'œuvrer pour l'intérêt général. De telles personnes peuvent être investies d'une certaine responsabilité et d'un pouvoir décisionnel temporaire dans l'exécution de tâches jugées nécessaires au bon fonctionnement et au bien-être de la collectivité. Une fois la tâche accomplie ou transmise à un autre, ces personnes redeviennent des citoyens ordinaires. C'est un peu la vision des anarchistes. Il n'y a de pouvoir que temporaire et lié à un projet d'intérêt général.

Une telle société semble à première vue plus conviviale que l'Etat mais supposerait, selon ses critiques, que l'homme soit intrinsèquement bon. C'est ce qui a fait dire à l'anarchiste américain Karl Hess: «*L'anarchiste pense que dans l'ensemble l'homme est un peu plus bon que mauvais. Mais que l'homme soit en fait bon ou mauvais, l'Etat-nation est une abomination*» (Karl Hess. *Petit traité du bonheur et de la résistance fiscale*, Editions Xenia, 2009).

Même si l'Etat remplit incontestablement des tâches utiles à la collectivité, il est bien obligé de limiter la liberté des gens et de donner une certaine autorité à des technocrates dont le domaine de compétence est défini par des lois et des règlements sur lesquels le citoyen n'a guère eu d'influence. Il en résulte inévitablement des confrontations qui opposent le

bon sens à l'application intransigeante ou trop pointilleuse des règlements. Ce genre de difficultés est inhérent à tout système qui prétend s'appliquer de manière uniforme à un territoire suffisamment grand pour comporter des différences notoires dans ses caractéristiques territoriales et climatiques ou dans ses traditions sociales, religieuses et ethniques.

Avec la mondialisation, on tend vers une uniformisation de l'humanité. Cette tendance est relayée, en particulier, par l'Union européenne avec les conséquences qui se sont manifestées récemment en Grèce, en Espagne et ailleurs. Plus le pouvoir est éloigné des citoyens, plus il craint la diversité. Plutôt que de se faire le relai de cette uniformisation, l'Etat devrait s'en protéger. Si la biodiversité est le propre d'une nature en bonne santé, l'humanodiversité est celui d'une humanité viable. C'est pourtant cela que la mondialisation/libéralisation s'acharne à détruire.

L'Etat, quoi qu'on en dise et quoi qu'on fasse, n'est, ni ne sera jamais la même chose que l'universalité des citoyens.

Pierre Joseph Proudhon

L'Etat-nation devrait être le dernier rempart contre la réduction de l'humanité à un troupeau docile destiné à satisfaire les exigences de l'économie et de la finance. Mais ce n'est pas ce qu'il fait aujourd'hui. Il cherche plutôt à entraîner les populations dans l'illusion mondialiste. Le profit et l'augmentation du PNB ne font pas le bonheur des gens. L'Etat devrait être le garant des spécificités de ses populations et non pas le rouage par lequel la société sera soumise à la finance et les citoyens coulés dans le même moule, formés à avoir les mêmes aspirations, et suffisamment crétinisés pour suivre les yeux fermés le programme du développement durable.

Pierre Lehmann

A vous qui demandez un Etat minimum

Vous qui souhaitez moins d'Etat, voire la disparition de l'Etat, parce qu'il empêche la liberté individuelle, en général vous voulez bien qu'il y ait un Etat pour organiser l'armée, la police et le système judiciaire, mais si possible rien d'autre. A la rigueur vous acceptez que l'Etat prenne en charge quelques écoles et hôpitaux, mais vous avez pour modèle les Etats-Unis, où santé publique, éducation, assurances sociales, etc. sont essentiellement laissées aux privés.

L'Etat, c'est-à-dire une société où il y a des lois.

Charles de Montesquieu
(1689-1755)

Si tous ces domaines sont laissés à la charge du domaine privé, nous aurons:

- une éducation réservée à ceux qui peuvent payer (et tant pis si les enfants de familles pauvres ne vont à l'école que jusqu'à 16 ans);
- des soins médicaux réservés à ceux qui peuvent se payer de bonnes assurances privées (les autres n'ont qu'à se débrouiller);
- des retraites réservées à ceux qui ont pu financer une caisse de prévoyance (et que les «indépendants» et «chômeurs» ne s'en prennent qu'à eux-mêmes);
- les transports et de l'énergie aux prix imposés par l'industrie privée;
- des autoroutes encombrées et un paysage dévasté;
- des produits agricoles aux prix du marché mondial (viande d'Australie et d'Argentine, beurre de Hollande, vins du Chili et d'Afrique du Sud), avantageux pour notre porte-monnaie mais dangereux pour nos paysans;
- des prisons et la sécurité confiées à des organisations privées (dont les employés échappent au contrôle de l'Etat et des conventions internationales).

Le privé va-t-il s'occuper du recyclage des déchets, de la préservation de la nature, de la lutte contre la pollution,

du recyclage des chômeurs, de la répression de la criminalité, de l'accueil des réfugiés?

Vous vous insurgez contre l'Etat quand il fait des contrôles (et vous avez parfois raison), mais vous en voulez bien quand il s'agit d'acheter de l'armement, de mettre en place des lois sécuritaires, et de confier des mandats bien rémunérés aux universités et aux entreprises.

Comme un contrôle total de la politique d'un pays comme la Suisse par l'économie privée n'est pas possible, vous préférez l'influencer par vos lobbies, en faisant vos propres études que vous présentez comme la vérité objective, etc.

Limites à la liberté individuelle et au pouvoir du peuple

L'Etat nous rend donc beaucoup de services. Mais parfois il faut savoir dire non à l'Etat. Il faut résister à l'Etat

- quand il veut censurer la presse (tout en sachant que l'économie privée exerce une plus grande influence);
- quand il veut imposer une idéologie (ce fut le cas dans toutes les dictatures);
- quand ses contrôles et les demandes d'autorisation empêchent des initiatives utiles;
- quand il veut nous obliger à des actes qui révoltent notre conscience (c'était le cas pour les objecteurs de conscience avant l'introduction du service civil).

Si l'Etat est fort, il nous écrase. S'il est faible, nous périssons.

Paul Valéry (1871-1945)

Mais il faut reconnaître des limites à la liberté individuelle (interdiction de propos racistes, d'appels à la haine, du harcèlement sexuel); il faut faire des lois contre la débauche de publicité et d'internet; il faut contrôler notre alimentation et interdire ce qui nuit à la santé, qui détruit l'environ-

nement, qui exploite les laissés pour compte.

A vous qui voulez que l'Etat soit contrôlé par le peuple

Vous qui demandez que tous les actes de l'Etat soient soumis au vote populaire, vous avez déjà obtenu l'interdiction des minarets, l'expulsion des étrangers délinquants, et vous espérez qu'on limitera de plus en plus la présence d'étrangers, en premier lieu des requérants d'asile; vous voudriez enlever à la Suisse tout pouvoir dans les négociations internationales (car il faudra d'abord consulter economie-suisse, les banques, et le peuple, avant de conclure quoi que ce soit).

Le devoir des grands Etats est de servir et non de dominer le monde.

Harry S. Truman
(1884-1973)

La démocratie, c'est les choix fondamentaux laissés au peuple. Mais c'est aussi des institutions, des droits, une constitution, des lois. Le peuple doit donc aussi accepter que son pouvoir soit limité. Quelquefois, les équilibres à respecter sont tellement subtils, ou les problèmes sont tellement émotionnels, que les décisions ne peuvent être prises qu'en consultant les parties et les experts. Un exemple est l'élection du Conseil fédéral (la Suisse championne des droits populaire est l'un des seuls pays où l'exécutif n'est pas élu par le peuple!). Le pouvoir du peuple est limité en particulier par les conventions internationales des droits humains et par les obligations de solidarité internationale. C'est pourquoi je me méfie de ceux qui disent que le peuple doit toujours avoir le dernier mot.

Certes l'Etat n'a pas bonne presse aujourd'hui. On se plaint qu'il y a trop d'Etat, trop de bureaucratie, que l'initiative individuelle est châtrée. Mais que ferait-on sans Etat? On ne peut être pour l'Etat ou contre l'Etat. Il faut un Etat contrôlé par la démocratie, mais celle-ci doit être limitée par les institutions et les engagements internationaux.

François de Vargas

ECOPOP: un brûlot xénophobe

Les auteurs de l'initiative ECOPOP pratiquent, comme tout courant xénophobe avant eux, une démagogie aussi redoutable que mensongère. Ils s'approprient du terme d'écologie qui désigne pourtant l'amélioration des conditions de vie des êtres vivants, alors qu'ils veulent en réduire le nombre! Ils plastronnent aussi avec leur qualificatif populaire alors que leur projet va précisément à l'encontre des intérêts du peuple, premier visé par les mesures malthusiennes et eugénistes qu'ils préconisent. Comment ose-t-on proclamer une Suisse «basée sur le bonheur, sur la satisfaction des besoins»¹ et vouloir la débarrasser d'un «excédent de 80'000 personnes [qui] s'installent chaque année»²?

L'Etat est comme le corps humain. Toutes les fonctions qu'il accomplit ne sont pas nobles.

Anatole France

Les initiants camouflent leurs mensonges par une litanie de slogans apaisants: «ECOPOP est politiquement neutre, humaniste, écologique et à caractère social»². Elle serait «contre la xénophobie et le racisme», cela tout en voulant «limiter l'immigration nette en Suisse»²! Un comble! Comment comptent-ils s'y prendre pour épurer le pays des êtres humains qui l'habitent, rien «qu'une petite chose», d'après Roch¹? Ils ne le disent pas, et pour cause, mais l'on imagine déjà se multiplier les arrestations, les emprisonnements arbitraires et les vols spéciaux par avions blindés dont la Confédération a le secret.

Mais pour l'association ECOPOP, les déportations ne suffiraient pas. Comme elle se prétend humanitaire et internationaliste, elle proclame vouloir «réduire la croissance dramatique de la population mondiale par le soutien de planning familial bénévole»². Là encore, on se demande de quoi ces eugénistes se mêlent et comment ils comptent s'y prendre autrement que par les méthodes pratiquées par

leurs maîtres à tuer. Certes Roch admet à propos du planning familial, contraint, «que la méthode chinoise était un peu brutale»¹. Mais qu'importe la méthode pourvu que la race suisse soit sauve.

Fort habilement, les initiants ne disent mot sur les responsables des maux qu'ils prétendent vouloir éradiquer. C'est pourtant simple: un État fédéral qui applique sciemment, depuis un demi-siècle, la politique du «laisser-faire, laisser-aller» a permis aux grandes entreprises privées de dévaster l'environnement sans être gênés le moins du monde.

Serait-ce la population en Suisse «excédentaire» qui en porterait la responsabilité? Elle dont le pouvoir de décision est réduit comme peau de chagrin, elle qui sous la férule du patronat est contrainte de dégrader l'environnement, produire de l'inutile et de gaspiller des ressources pour survivre? Non, la seule responsabilité incombe à cette petite minorité «excédentaire» de nantis cupides qui dilapide le patrimoine historique, urbain et naturel, pour son seul profit. Qui les en empêcherait?

L'Etat est notre serviteur et nous n'avons pas à en être les esclaves.

Albert Einstein

La Confédération et les cantons ont pour mission constitutionnelle d'œuvrer «à l'établissement d'un équilibre durable entre la nature, en particulier sa capacité de renouvellement, et son utilisation par l'être humain»³? Or que font-ils? Ils réduisent le nombre de leurs fonctionnaires au nom d'un «moins d'Etat», ils les déqualifient, les rendant inaptes à examiner les projets de la ploutocratie régnante. Soumis aux pressions et manipulations des entrepreneurs, ils dérogent aux principes de protection du patrimoine public, de l'environnement et des ressources naturelles qu'ils se sont don-

nés. Ils sont incapables d'accomplir la mission pour laquelle la population les a mandatés et les finance. Ainsi, honteux, ils démissionnent et délèguent leurs tâches au secteur privé qui n'attend que cela.

L'Etat moderne s'est construit sur le fait qu'il nous donne la sécurité en échange de notre obéissance.

Jacques Sémelin

Les problèmes évoqués par ECOPOP viennent de la démission des services de l'Etat. Le bilan est effectivement catastrophique, mais nullement attribuable à une quelconque «surpopulation». Bien au contraire, c'est cette «surpopulation» qui fait vivre les Suisses, les enrichit et les protège. Quant à la tarte à la crème de la «barque est pleine», parlons-en. Certes la Banque est pleine, la coupe est pleine, mais le territoire ne manque que de la place qui a été squattée par le capital pour d'autres fonctions que l'habitation, l'agriculture et l'accueil de qui voudra s'y installer. Tous les centres urbains, jadis pourvus de nombreux logements, de magasins de proximité, d'ateliers artisanaux ont été transformés en souks à fringues, en succursales de banques ou en boutiques de luxe, dans un but purement spéculatif, voire de blanchiment d'argent sale.

Sous la pression des puissants trusts de l'industrie automobile et du pétrole, d'autres immenses surfaces cultivables ont été enfouies sous des pistes bitumées, parsemées de stations-service et de parkings. Toutes les surfaces périurbaines de Suisse ont été appropriées illégalement par les spéculateurs et les bétonneurs, sous prétexte de répondre à la «demande de logements». De fait, ils n'ont fait que les renchérir, engorger le trafic, multiplier les infrastructures et surtout détruire le peu qui reste des ressources agricoles. Quant au patrimoine alpestre, d'autres requins l'ont accaparé pour leur profit en multipliant les routes d'accès, les lits froids, les canons à neige et autres lupanars alpestres.

¹ Interview de Philippe Roch dans *Le Temps* du 3.11.2012.

² Site d'ECOPOP.

³ Constitution fédérale de la Confédération, art. 73. Développement durable, 11.3.2012.

forum : L'Etat, dans quel état?

Alors, que faisiez-vous, Monsieur Philippe Roch, lorsque, en tant que haut fonctionnaire et ancien directeur de l'Office fédéral de l'environnement, vous aviez la responsabilité de résoudre les problèmes dont vous vous lamentez maintenant qu'ils ne le soient?

L'état de l'Etat

Comment va l'Etat?

Permettez que je réponde moi-même. Je vais bien, merci. Et toi?

Pas très bien, justement...

Critiquer l'Etat, c'est ton droit ; mais n'oublie pas que l'Etat, c'est toi!

Proverbe allemand

Et qu'est-ce qui ne va pas?

Justement... mais tu m'as interrompu. Justement, je ne vais pas bien parce que je suis inquiet à ton sujet. Il me semblait...

Non, non, ne t'en fais pas pour moi. Je vais très bien. Je suis la seule division du monde reconnue par l'ONU. Je structure presque la totalité de l'humanité. Reste le Vatican, si on peut parler d'un pays, et quelques individus perdus dans les îles ou le désert. Oublions-les. Pratiquement, je subsume à moi seul toutes les femmes et tous les hommes de la Terre. Mais tu fais une drôle de grimace...

«Subsumer», ça me fait grincer des dents.

Reste calme, consulte le *Petit Robert*, et tu verras ce que je veux dire. Tous les humains, sexe, âge, statut légal confondus, font partie de moi. Qui pourrait en dire autant? Non seulement je me porte bien, mais mon avenir est assuré pour longtemps. Je perdrai peut-être quelques plumes, j'en retrouverai d'autres. En fait, je suis simplement irremplaçable.

Ouais... Jusqu'à nouvel avis. Mais, s'il te plaît, tu ne pourrais pas sortir de la généralité, en venir au concret, à ton problème, parce que rien n'existe sans problème. Tu ne le savais pas, je pense, alors je te l'apprends.

Messieurs les ECOPOP, vous n'êtes ni écologistes, ni populaires, mais soit de lamentables démagogues, soit de prétentieux ignorants. Détrompez-vous. La barque helvétique ne sombrera pas d'être trop pleine, mais parce que, fourvoyée par l'Etat censé la conduire à bon port, elle est à la merci de la

Mon problème, dans le concret, d'accord. Pense, avec moi, à ton Etat.

Précisément, il a des problèmes, mon Etat.

Normal. Tu l'as dit toi-même, on ne peut pas exister sans problème. Où est le problème de ton Etat?

En fait, je ne sais pas. C'est peut-être moi qui ai des problèmes avec lui. Tu vois, il a trois niveaux, petit, moyen, grand, ou base, milieu, sommet; on peut les appeler A, B et C, pour simplifier. Alors, si j'ai un problème avec A, par exemple, on me renvoie à B ou à C, ou aux deux à la fois; et si on me renvoie à C, c'est lui qui me renvoie à B. Ils jouent avec moi comme avec un ballon.

Ils ne s'amuse pas, mon pauvre. Ils ne peuvent pas faire autrement, parce que tout est relié, dans le réel. Tous les aspects de ce qui existe sont interdépendants. Au-delà de ton «sommet» C, il y a encore du réel, avec ses exigences.

«Tout est dans tout», comme on dit souvent.

La formule simplifie les choses, mais je l'accepte. Cela signifie que ton Etat ne peut pas agir comme il le voudrait, pour te faire plaisir. Il fait ce qu'il peut. A toi de ne pas trop exiger de lui, de te demander si ton désir est raisonnable.

Ce n'est pas un simple désir, un caprice. C'est un besoin.

Alors, regarde bien si c'est un réel besoin. Il y a des gens qui s'ingénient à créer de faux besoins, pour vendre leurs produits. Si tu estimes que c'est un vrai besoin, et surtout s'il s'agit d'un besoin des autres membres de niveau auquel tu te situes dans un cas précis – disons A – parles-en autour de toi, efforcez-vous d'établir un dialogue serein avec les responsables de A, demandez l'avis de B et de C, cherchez tous ensemble un compromis...

piraterie financière qui n'attend qu'à la saborder. Avec votre complicité, s'entend.

François Iselin

Ah, non! Pas de compromis, je déteste le juste milieu, le tiède.

Le réel ne tiendra pas compte d'une position aussi rigide; il est comme cela, tout en nuances, et il exige les concessions de tous les intéressés. Surtout, ton Etat doit lui aussi accepter certains sacrifices, parce que le monde est ce qu'il est, et il ne nous appartient pas de le changer.

La doctrine libérale assigne à l'Etat une place particulière au sein de la société, paradoxale puisqu'à la fois essentielle et minimale. Elle repose sur deux hypothèses fondamentales: la première est que l'Etat est économiquement inefficace par rapport à l'organisation privée de la production, et la seconde est qu'il est un prédateur qui confisque autant qu'il le peut les richesses individuelles, par la force si besoin est, à l'intérieur comme à l'extérieur.

Jean-Jacques Rosa

Baisser pavillon, quoi.

Je dirais plutôt, reconnaître que personne parmi nous ne peut changer le monde d'un instant à l'autre.

Personne... Aucune personne seule, évidemment; mais tous ensemble, on doit pouvoir...

D'accord. On doit pouvoir. Cela prendra du temps, des siècles ou des millénaires, mais il faut y croire, et surtout ne pas mettre la faute sur ton Etat, parce que sans lui, sans cette interface entre le monde et toi, alors oui, tu ne peux rien faire.

Je commence à comprendre. Je vais y penser. On en reparlera.

Pierre Seytaz

L'Etat, le monde et nous

L'état du monde

Le monde va très mal et je comprends ceux qui pensent que c'est trop tard, que tout est perdu et que nous allons «droit dans le mur». Ils n'ont pas tort, hélas, mais ce n'est pas une raison pour baisser les bras. Si nous ne faisons rien, nous sommes en un certain sens complices de ceux qui ont lancé l'humanité sur cette voie fatale. Faisons donc tout ce que nous pouvons, sans trop d'illusions. Que notre réaction ne soit pas l'énergie du désespoir, mais celle des espoirs malgré tout. Maintenons vivante l'espérance, sans laquelle plus rien n'a de sens. N'oublions que demain n'est pas encore écrit!

L'Etat

L'Etat, les Etats, représentent l'ultime barrière, la dernière structure capable de maintenir une certaine cohérence sur notre Planète. Le «moins d'Etat» réclamé de part et d'autre correspondrait à la faillite définitive des efforts réalisés depuis quelques millénaires pour organiser les humains entre eux, améliorer leur sort, forger une culture visant à garantir, à tous et à chacun, un avenir satisfaisant. Supprimez les Etats, et la «mondialisation», telle qu'elle fonctionne aujourd'hui, ne sera plus qu'un vaste chaos livré à la recherche du profit individuel; les écarts tragiques augmenteront encore, entre puissants et faibles, riches et pauvres, privilégiés et défavorisés. Création humaine, le système des Etats est loin d'être parfait, certes, mais il fonctionne, dans un monde où «tout se dégingle».

Les Etats

Les seuls vrais Etats sont les Etats-Nations. Les diverses tentatives de créer des Etats plus vastes, des Unions d'Etats, ont échoué. L'Europe est en train de démontrer qu'elle ne sera jamais un Etat, alors que les Etats-Unis laissent voir le danger qui menace les assemblages d'une telle taille, danger qui a mis brutalement fin au pendant eurasiatique des E.-U., l'URSS. Quoi qu'il en soit, le seul découpage tant soit peu cohérent et efficace est celui des Etats, que

les Nations Unies reconnaissent et utilisent – bien ou mal, selon les cas, mais c'est une autre question.

Notre Etat

La Confédération helvétique se caractérise par la prise en compte des deux termes qui figurent dans sa devise, «un» et «tous», et cela à tous les étages: individu/commune, individu/canton, individu/pays, commune/canton, commune/pays, cantons/pays. Si l'on tient compte des données de départ, des divisions entre langues, entre religions, entre campagne et cité, entre plaine et montagne, on ne peut qu'admirer la façon dont ce système a surmonté les obstacles. Vouloir le modifier maintenant, au nom du changement pour le changement, serait suicidaire; le considérer comme intangible serait conservatisme aveugle.

L'Etat fondé sur le principe civique, respectant l'homme et son monde naturel dans toutes ses dimensions ou composantes, est un Etat pacifique et humain.

Vaclav Havel

(J'avoue, en passant, que je suis heureux que ma commune, Cortaillod, ne soit pas parvenue à se fondre, avec Bevaix et Boudry, dans une Commune de Pontareuse, pour laquelle pourtant j'avais voté. La collaboration étroite entre communes distinctes est tout aussi efficace que leur union, alors que le contact entre le citoyen et son autorité directe souffrirait d'une fusion. Cela peut changer d'un cas à l'autre. Originaire jadis de Couvet, je ne me sens pas offensé de dépendre maintenant du Val-de-Travers).

L'important, me semble-t-il, est de chercher ce qui peut et ce qui doit être modifié, aux niveaux communal, cantonal et fédéral. Si je commence par la possibilité d'un changement, c'est pour rappeler que notre marge de manœuvre est très restreinte. Elle est déjà limitée par la structure dont je viens de parler; l'autonomie

d'une commune, par exemple, est limitée par les lois, les règlements et les vues à long terme du Canton et de l'Etat fédéral. Mais nous dépendons d'autres cadres contraignants, de divers genres. Nous faisons partie de l'ONU, de l'Europe, sous certains angles, de l'Occident même, sous d'autres angles, nous avons des traités qui nous lient à un grand nombre de pays étrangers, avec entre autres celui, tout récent et pas encore en vigueur, de «libre échange» avec la Chine et dont les conséquences sont impossibles à prévoir.

Plus grave encore est le danger que représentent les grands groupes de pression, plus ou moins bien connus, organisations transnationales, consortiums, lobbies de tout genre, ceux que j'aime appeler les «décideurs de l'ombre», qui nous manipulent sans scrupules, en grande partie à travers les moyens de communication qu'ils possèdent ou qu'ils contrôlent, ceux qui s'ingénient à créer de faux besoins et des désirs artificiels. C'est certainement là que se situe le cancer qui nous ronge, notre ennemi le plus insidieux en même temps que le plus puissant. Pourtant... Ne baissons pas les bras, gardons l'espérance, puisque demain n'est pas encore écrit...

Non, cela ne doit pas nous empêcher de jeter un regard chez nous, pour mettre en relief certains points sur lesquels tout citoyen a une chance d'exercer une influence, si modeste soit-elle.

Nous

Le plus important... Par la suite, je ne suivrai aucun ordre significatif dans l'énumération des autres suggestions. Je tenais pourtant à commencer par la défense de l'Etat. Ne succombons pas à la triste mode de mettre la faute sur lui, sur «eux», sur les autres, de savoir mieux que lui ce que l'Etat devrait faire. N'oublions pas la complexité de tous les problèmes, reconnaissons le courage qu'il faut pour s'engager dans les organes de gouvernement. Soyons vigilants, certes, signalons les erreurs

suite en page 9

que nous croyons repérer, mais cherchons à aider ceux qui nous dirigent plutôt que de les critiquer ou de leur mettre le bâton dans les roues.

Ayant eu récemment un problème avec la Poste, j'ai été amené à mieux découvrir le degré d'informatisation de ses services. L'ordinateur effectue quantité de travaux, tout au long de la chaîne qui va de la livraison au guichet d'une lettre ou d'un paquet à son arrivée chez le destinataire. Ces traitements électroniques sont évidemment très rapides, et mobilisent peu de personnel. Mais... Mais ils ne sont pas aussi fiables qu'on ne le croit, et leurs « bogues » sont souvent lourds de conséquences. La main-d'œuvre humaine coûtait peut-être cher, trop cher, mais je suppose que la disparition d'un poste de travail coûte aussi trop cher à la collectivité. Le remplacement de l'homme par l'ordinateur, me dira-t-on, crée d'autres emplois, dans la recherche et la réalisation de nouveaux appareils plus performants, mais d'une part cela reste à démontrer et, d'autre part, cela diminue grandement le contact humain direct, si nécessaire à l'équilibre psychique.

Les dépenses somptuaires et/ou somptueuses (le lexique à ce sujet est

en train d'évoluer) dans les édifices publics me gênent beaucoup. Elles se situent dans une dangereuse compétition entre l'officiel et le privé; banques, magasins, gares, hôpitaux, théâtres, hôtels et autres feraient mieux de rivaliser quant à la qualité des services qu'ils rendent que sur le luxe de leurs installations.

Puisque nous sommes dans le domaine des dépenses, je ne peux pas m'abstenir de mentionner celles qui concernent l'armée, l'armement. Je me contente de ce rappel, tant le phénomène en soi est scandaleux, énorme et évident, au niveau national et, plus encore, mondial.

J'arrête là mes ébauches de dénonciation. Il y a autre chose à changer, dans notre comportement, individuel et collectif. Nous avons (presque) tous tendance à nous reposer sur l'Etat (à un niveau ou à un autre), ou sur un « autrui » problématique, pour remplir certaines tâches que nous pourrions accomplir nous-mêmes. Je me contenterai d'un exemple, observé il y a peu: un automobiliste s'arrête en pleine campagne, met ses feux de danger, sort de sa voiture et saisit une pierre d'un kilo ou deux (que je n'avais pas repérée...) à quarante centimètres

environ de bord de la route et la dépose bien en retrait. Bon, ce n'est qu'une anecdote... Ce que nous devrions chercher, individuellement ou par (petits) groupes, c'est une participation plus active, créative, à la vie collective (de la maison, du quartier, de la ville, du canton, du pays).

Le monde

Nous ne changerons pas le monde. Nous n'empêcherons probablement pas la catastrophe qui se prépare. Essayons simplement d'être un élément positif dans la défense des valeurs auxquelles nous croyons. Acceptons aussi quelques sacrifices, nous les privilégiés, pour que l'Etat puisse remplir son rôle de répartir au mieux les richesses (au sens large du terme, et généreux) du pays. Essayons, par notre activité, notre attitude, notre regard, notre comportement de tous les jours, notre pensée, nos sentiments, essayons de justifier l'espérance qui couve en nous et de donner un sens à la vie, à notre vie et à celle de tous ceux qui, dans le passé, ont lutté et souffert pour que le monde aille mieux.

Jean-Paul Borel

Rendez à César ce qui est à César

Les investissements spéculatifs ressemblent à un ballon qui entraîne dans son ascension la nacelle des investissements productifs. Le ballon monte et finit par éclater, entraînant dans sa chute les investissements productifs. On a trop entendu parler du rôle régulateur des marchés et de l'importance des agences de cotation. Ce que l'on constate, c'est que la bourse n'est qu'un casino où l'argent va et vient selon le plus grand des hasards. Selon la loi des grands nombres il ne finit par profiter qu'aux plus riches au détriment des plus petits investisseurs.

L'argent est émis pour 96% par les banques privées sous forme virtuelle. Les banques s'endettent à hauteur des sommes émises et doivent récupérer sur leurs clients les sommes investies. L'Etat n'émet

que 4% sous forme de devises en circulation. La majorité de l'argent reste donc sous la responsabilité des privés dont la motivation n'est évidemment pas le bien public mais leur profit particulier. Il convient de rendre à l'Etat la gestion de l'argent pour le bien de la société. L'argent est un bien public dont la gestion doit être rendue au public. Rendez à César ce qui est à César.

Il ne s'agit pas de retomber dans le capitalisme d'Etat dont le communisme s'est fait le champion de triste mémoire mais de gérer l'argent de façon démocratique. L'argent est trop précieux pour qu'on le laisse au bon vouloir des banques privées et aux spéculations boursières. L'argent doit être confié aux banques publiques nationales, cantonales et pourquoi pas communales. Elles seront sous la responsabilité

de conseils d'administration avec la participation d'élus du peuple comme les hôpitaux, les services industriels et les transports public. Ces banques investiront dans des projets d'intérêt public, dans des entreprises privées reconnues pour leur service rendu à la population. Elles en retireront un bénéfice qui sera réinvesti dans d'autres projets d'utilité commune. On évite ainsi des gaspillages dans la production de biens de consommation inutiles et coûteux. On favorisera l'agriculture biologique et non plus l'agriculture industrielle, les entreprises locales et non plus les multinationales. Il s'agit de remettre en valeur le rôle régulateur de l'Etat.

Michel Monod
Pasteur retraité, Le Lignon

La santé ne doit pas enrichir les actionnaires

Depuis plusieurs semaines, le personnel de l'hôpital de La Providence à Neuchâtel se bat, avec l'appui des syndicats Syna et SSP (Syndicat suisse des services publics) pour défendre ses droits face à une direction qui veut se vendre au groupe Genolier. En particulier, il lutte pour:

- conserver sa convention collective de travail (appelée CCT Santé 21);
- éviter toute externalisation de services (nettoyages, restauration, buanderie, etc.) à des entreprises privées;
- éviter les licenciements.

Crispations, maladroites du Conseil d'Etat, office cantonal fantôme de conciliation en matière de conflits collectifs, pressions inacceptables de la Direction de la Providence sur son personnel, diktat du groupe Genolier, attitudes peu claires d'Hôpital neuchâtelois, tensions globales et historiques sur le dossier hospitalier neuchâtelois, tous les ingrédients sont réunis pour une sortie difficile de ce conflit où ce sont les salariés qui s'avèrent être les principales personnes touchées.

Ah, si la plus haute dignité de l'état était la dignité humaine!

Stanislaw Jerzy Lec

Après de longues discussions et conciliation avec le Conseil d'Etat puis avec l'autorité cantonale de conciliation en matière de conflits collectifs de travail, le combat entre aujourd'hui dans une phase plus conflictuelle. La Direction la Providence a fait passer en force son projet de rachat par Genolier (avec des conditions de travail péjorées) et menace de licenciement quiconque refuserait ce projet. Si le personnel a été majoritaire à voter «sous la contrainte» et par «manque d'alternative» l'acceptation de la reprise par Genolier, il reste farouchement décidé à lutter pour le maintien de la CCT Santé 21. Il n'est pas acceptable que le canton verse 11 millions pour l'année prochaine à la Providence/Genolier sans exiger le maintien de la CCT Santé 21. Le Conseil d'Etat en a légalement et politiquement les moyens et l'obligation.

Formalisation d'un mouvement de soutien aux salariés

De nombreuses forces syndicales et politiques (mais pourquoi aucun parti de droite?) ont estimé nécessaire de mettre en place un comité de soutien au personnel en lutte de la Providence qui mène un combat légitime. Ce réseau devra permettre de mobiliser si nécessaire, de rendre visible et faire entendre les attentes des citoyens et organisations qui veulent que là où des missions hospitalières publiques et des subventionnements cantonaux sont octroyés, la CCT Santé 21 soit strictement appliquée.

La dignité est dans la lutte, elle n'est pas dans l'issue du combat!

Pierre Billon

La pétition qui circule actuellement (www.solidarite-laprovidence.ch) a déjà permis de recueillir plusieurs centaines de signatures. Davantage que de grandes phrases, nous préférons publier un petit florilège des commentaires accompagnant ces signatures.

- Un collaborateur scientifique de Neuchâtel: «Je suis proprement scandalisé par le chantage au licenciement exercé par la direction; c'est du mobbing à grande échelle».
- Un retraité de La Chaux-de-Fonds: «En pensée avec tout le personnel toujours si accueillant et compétent, et un appel pressant aux autorités pour qu'elles agissent enfin et énergiquement pour éviter un désastre trop annoncé».
- Un technicien en archéologie de Neuchâtel: «Plein soutien à votre lutte exemplaire qui montre la voie à de nombreux travailleurs en butte aux diktats d'actionnaires cupides».
- Un formateur social de Neuchâtel: «Un hôpital sans convention collective est une maladie nosocomiale programmée».
- Un électronicien retraité de Boudry: «Albert Jacquard a dit: le 21^e siècle sera solidaire ou ne sera pas! A nous de choisir maintenant...».
- Un médecin retraité de La Chaux-de-Fonds: «Privatiser la santé serait abdiquer d'un droit de tous en faveur des privilèges de quelques-uns».

- Une députée vaudoise: «Quel gâchis! Cet hôpital a longtemps été dirigé avec intelligence et humanisme. Dénoncer une CCT est un acte grave d'une bassesse méprisable. Courage au personnel, surtout ne pas céder, ne pas se donner en pâture aux vautours...».
- Un médecin français: «Le droit à la santé est universel et les conditions des soignants le garant de la poursuite des soins à tous».
- Une fonctionnaire d'Avenches: «Les coupes budgétaires ne se font pas là où elles doivent être faites. Le personnel soignant travaille toujours plus en ayant de moins en moins de temps pour les patients. L'être humain n'est pas un robot».
- Un cardiotechnicien de Genève: «Le fric est en train de détruire tout humanité, les soins ne sont pas qu'une affaire de fric, mais d'humains qui doivent pouvoir donner des soins avec entrain».
- Un électronicien de La Chaux-de-Fonds: «Intégrer un groupe coté en bourse, c'est favoriser l'exploitation du personnel et multiplier les actes médicaux/chirurgicaux au nom du profit. Les victimes sont: le personnel médical, les patients et les assurés qui paient les primes pour les actes prodigués».
- Un imprimeur vaudois: «Par les temps qui courent, voir des travailleurs se battre pour leurs droits et leur dignité, cela fait chaud au cœur».

Il revient à chacun de privilégier le droit à la dignité plutôt que le droit d'être le plus fort.

Jacques Attali

Ces commentaires en disent long sur le soutien apporté au personnel de l'hôpital de la Providence. Le Conseil d'Etat neuchâtelois a jusqu'ici renié ses propres arrêtés. Il est temps pour lui maintenant de choisir entre la défense du personnel d'un hôpital et les intérêts personnels d'une poignée d'actionnaires pour qui la médecine est avant tout un moyen de gagner de l'argent.

Rémy Cosandey

Boulevard de l'islamisme

Mireille Valette, Editions Xenia, 2012



Le sous-titre du livre de Mireille Valette est explicite: *L'essor du radicalisme islamique en Europe illustré par l'exemple*. L'auteure ne s'en prend pas à l'islam (elle parle même plusieurs fois de l'islam des Lumières) mais au radicalisme qui est en train de gangréner le monde. Elle n'est pas la seule à faire ce constat: «*Nombreux sont les musulmanes et musulmans accablés par l'intégrisme qui se répand aujourd'hui. Tous se battent contre l'obscurantisme et pointe souvent de manière implacable la médiocrité intellectuelle propagée par l'islam réactionnaire*».

En 200 pages incisives, Mireille Valette mène une charge sans concession contre les responsables de la situation. Elle stigmatise l'attitude des politiciens et des élites, en particulier de gauche: «*Après avoir rappelé dans chaque polémique leur attachement à leurs valeurs de base, ils acceptent des revendications qui leur sont totalement contraires. Dès qu'il s'agit d'islam et de musulmans, les idéaux s'envolent. Oubliée la défense de l'égalité des sexes, de la liberté d'expression et de religion, oubliée la liberté des mœurs, la séparation de l'Eglise et de*

l'Etat et l'opposition à l'emprise du religieux dans l'espace public. Oubliée la simple défense des droits humains. Pour ces alliés de souche, la séparation des sexes et le port du foulard sont vus davantage désormais comme des coutumes que comme elles sont: une vaste et inquiétante régression».

L'auteure rappelle que, depuis le 11 septembre 2001, 18'000 attentats ont été commis dans le monde au nom de l'islam et généralement au cri de «Allah est grand». Mais «*les politiques ne proclament jamais aussi fort que l'islam est une religion de paix que lorsqu'on fait exploser des bombes en son nom*».

Mireille Valette souligne que l'énorme majorité des musulmanes et des musulmans qui vivent en Suisse sont des modérés. Mais pourquoi ne luttent-ils pas contre le radicalisme et le terrorisme? Et pourquoi ne s'émeuvent-ils pas des discours anti-occidentaux de tant de leurs «frères», et ceci dans des sociétés où ils bénéficient de droits et de libertés qu'aucun pays musulman n'a jamais concédés à sa population?

L'auteure propose une solution constructive: «*Le radicalisme qui règne peut encore être combattu. Pourquoi ne pas conclure avec les responsables des mosquées des chartes où ils reconnaîtraient le cœur des libertés assurées par nos constitutions? Pour ne pas les stigmatiser? Oublions ce mot magique qui sert à neutraliser la critique. Il n'a aucun sens: en quoi des musulmans acquis aux valeurs de la démocratie se sentiraient-ils stigmatisés par la prévention d'un extrémisme qu'ils disent condamner et dont personne ne peut contester la montée en puissance*».

Le livre de Mireille Valette doit être lu et médité car il met sérieusement en garde: «*Après le nazisme et le communisme, l'Europe veut-elle expérimenter le totalitarisme islamique?*» Et la conclusion est sévère: «*Nos sociétés ciblent les adversaires du radicalisme bien davantage que les radicaux eux-mêmes*».

Rémy Cosandey

Le billet d'Henri Jaccottet

Mon éducation civique

Dès mon entrée à l'école obligatoire, j'ai eu la chance de passer la plupart de mes vacances à la campagne dans une ferme d'une vingtaine d'hectares cultivables et d'y apprendre avec joie les rudiments du métier de paysan.

Le syndic du village, un long personnage au beau visage, m'apparut d'emblée comme particulièrement intelligent par l'étendue de ses connaissances des lois, de l'économie, des impôts, des travaux de la terre qui sont sans nombre, que l'on doit introduire à des dates particulières et selon les conditions les plus favorables possibles d'après le temps qu'il fait. Il savait jauger ses administrés, trouver les mots qu'il fallait pour se faire comprendre et, éventuellement, convaincre. Plein de bonté, tolérant mais ferme, sachant jouer d'humour.

Puis vint la guerre de 39 à 45. Les quatre hommes valides, deux chevaux

furent mobilisés; la ferme vivait avec deux vieillards récupérés alentour et un jeune homme de 19 ans qui nous quitta bientôt; il mourut à 21 ans de tuberculose. Un choc pour moi. La maîtresse de maison et son unique servante croulaient sous le labeur sans barguigner. Rares étaient les fléchissements de bonne humeur; et l'idée que l'on finirait bien par retrouver la paix nous réconfortait. Un jour, je découvris l'armée. La compagnie cantonnée dans notre village vint –hommes et chevaux – «rentrer», c'est à dire engranger les regains que nous avions fauchés avec l'aide du cheval restant et d'une vache docile, puis séchés à point. Je découvris alors un autre «personnage» hiérarchique de notre société démocratique, le capitaine commandant une compagnie de soldats. Très haut perché sur son cheval, il me dit affectueusement: «Tu n'es pas d'ici, toi!». Je m'expliquai: «Très bien, dit-il, continue!» et il retourna vers ses

hommes. Beaucoup plus tard, j'ai appris qu'il possédait un grand domaine viticole et qu'il devint conseiller national puis des Etats réputé et vénéré.

Après ma vingtième année, et par les livres, je découvris mes maîtres en politique: Denis de Rougemont puis Pierre Mendès France et, pour couronner le tout, «Le fédéraliste» en traduction française, un journal hebdomadaire paru durant l'automne et l'hiver qui ont précédé le vote populaire de la Déclaration d'indépendance des Etats-Unis d'Amérique du 4 juillet 1786. Trois des quatre rédacteurs de ce passionnant et très instructif journal sont devenus par la suite présidents des Etats-Unis... et votre serviteur démocrate et fédéraliste convaincu!



Une coopération pour la transformation sociale

Le Mouvement pour la coopération internationale (MCI) fête ses 50 ans et fait le point sur son action. La déclaration finale fait ressortir que, si la coopération a permis l'amélioration de la vie de nombreuses personnes, son action est trop fragmentée. La solution préconisée est de faire pression sur les pouvoirs publics pour obtenir des changements significatifs. Par exemple, on peut relever que le Pérou vient d'adopter une loi qui rend obligatoire pour le gouvernement de consulter et d'obtenir le consentement des peuples indigènes lors de l'implantation de projets miniers ou pétroliers ou d'infrastructures sur leur territoire. Ce résultat a été obtenu grâce aux mobilisations des mouvements autochtones que le MCI soutient aujourd'hui. Au nord, il s'agira d'aider à combattre l'évasion et la fraude fiscales qui privent les pays du sud de précieuses ressources et de dénoncer des pratiques qui portent atteinte au «bien-être» des peuples.

D'après *Le Courrier*, 27 octobre 2012

Economie verte et justice sociale

Au Nicaragua, l'UNAG, organisation partenaire de SOLIDAR (ex-OSEO), défend les intérêts de la petite paysannerie en s'engageant pour une culture écologique efficace et en commercialisant

la production agricole par le biais de 10 coopératives. Collecteurs solaires, reboisement, aménagement de terrasses et de haies améliorent la vie des habitants. En outre, quelques délégués de l'UNAG, élus dans des conseils communaux, ont obtenu une réduction de 20% des impôts fonciers annuels pour les paysans protégeant la forêt sur leurs parcelles, ce qui stimule encore la pratique d'une agriculture durable.

D'après *Solidarité*, magazine de SOLIDAR-Suisse, mai 2012

Le Bouthan veut être le premier pays «100% bio»

Le petit royaume himalayen, connu pour sa quête du «bonheur national brut», a entamé la conversion totale de son agriculture aux techniques biologiques. Jusqu'en 1999, la télévision y était interdite. Plus récemment, un jour piéton par semaine, le jeudi, chasse les voitures de la ville. Son nouvel objectif: supprimer progressivement les produits chimiques agricoles d'ici 10 ans afin que les fruits et légumes soient 100% bio. «L'utilisation de substances chimiques ne correspond pas à notre croyance bouddhiste qui demande de vivre en harmonie avec la nature» déclare le ministre de l'agriculture. Ce faisant, le pays va ainsi réduire sa facture d'importation, souci majeur pour une nation pauvre en devises étrangères. D'après *Le Courrier*, 20 octobre 2012

Riches en idées? Devenez sage

A Besançon, en France voisine, fut créé, en 2003, à l'initiative des élus, un Conseil des sages, régi par une charte et un règlement intérieur approuvés par le Conseil municipal. Composé de 54 membres âgés de 60 ans et plus et résidant à Besançon, le Conseil des sages siège pour un mandat de 3 ans, renouvelable une fois. Le travail s'organise autour de 3 séances plénières par an et de commissions thématiques mensuelles, chaque participant étant tenu de faire partie d'au moins une commission. Le but n'est pas de représenter les retraités ou les personnes âgées mais de s'impliquer dans la vie de la cité et d'agir pour l'intérêt général. Les candidatures font l'objet d'un tirage au sort sous contrôle d'huissier. Une bonne idée pour créer et développer du lien social... Contacts/renseignements: tél. 03 8187 82 04, conseil-des-sages@besancon.fr (www.besancon.fr, rubrique Mairie de Besançon, puis Citoyenneté).

N'hésitez pas à envoyer vos bonnes nouvelles à Yvette Humbert Fink, 26, rue de la Paix, 1400 Yverdon-les-Bains, tél./faxe 024 425 35 15.

Merci!

Sommes-nous trop?

Le comité de rédaction de *l'essor* a choisi le thème «Démographie et migrations» pour sa prochaine édition. Le titre final est plus explicite «Sommes-nous trop?» Ce sujet brûlant nous préoccupe d'autant plus qu'il inspire actuellement autant les courants xénophobes qu'écologistes. Nous nous posons de nombreuses questions auxquelles nous invitons plusieurs spécialistes et nos fidèles lecteurs à apporter leurs réponses. En voici quelques-unes:

- La population mondiale est passée, entre 1800 et 2010, d'un à sept milliards d'êtres humains. Quelles sont les raisons de cette explosion démographique, sans précédents historiques?

- La surface productive de la Suisse ne suffit plus à supporter que le tiers de ses occupants actuels, les autres deux tiers vivant des ressources, essentiellement énergétiques et alimentaires, prélevées dans d'autres parties du monde. Ce rétrécissement de la «peau de chagrin territoriale» provient de l'abandon de l'autoproduction, du gaspillage consumériste et de la destruction de ses ressources productives.

- Quelles sont les solutions qui, à court et long termes, permettraient à chaque être humain de vivre dignement par le partage des ressources de la planète qui, de fait, appartient à chacun d'eux?

L' e s s o r

Journal indépendant travaillant au rapprochement entre les humains et à leur compréhension réciproque.

Rédacteur responsable
Rémy Cosandey
Léopold-Robert 53
2300 La Chaux-de-Fonds
032/913 38 08; redaction@journal-lessor.ch

Équipe de rédaction
Mousse Boulanger, Rémy Cosandey,
Yvette Humbert Fink, Susanne Gerber,
François Iselin, Henri Jaccottet, Pierre
Lehmann, Emilie Salamin-Amar, Edith
Samba.

Administration et retours
L'Essor - Abonnements
Tunnels 16
2300 La Chaux-de-Fonds
ou par courriel : info@journal-lessor.ch
www.journal-lessor.ch

Abonnement annuel : CHF 36.-
Compte postal : Journal l'Essor, 12-2620-0

Composition et impression
Société coopérative du Journal
de Sainte-Croix - 1450 Sainte-Croix

L' e s s o r - ISSN 1023-5663

déla i p o u r l e p r o c h a i n n u m é r o : 15 j a n v i e r 2013
p r o c h a i n f o r u m : S o m m e s - n o u s t r o p ?